

PAIX DANS LE POOL

Euloge Landry Kolelas : « Les conditions permissives sont quasiment réunies pour le démarrage du DDR »

Dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, le ministre, Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, a rassuré que les conditions permissives pour un bon démarrage du processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) sont presque réunies. Il a également relevé qu'il y a une différence entre le dialogue national inclusif et le dialogue inclusif national mettant l'accent sur les recommandations de la plate-forme départementale sur le Pool.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Monsieur le ministre, que peut-on retenir des assises de la plate-forme départementale de dialogue et d'échanges intra-communautaires du Pool ?

Euloge Landry Kolelas (E.L.K.) : Au terme de la tenue de cette plate-forme, mes impressions sont satisfaisantes au regard des conclusions auxquelles nous sommes parvenus, tout au long de ce processus qui a débuté dans les treize districts et les deux communes du département.



Le ministre Euloge Landry Kolelas

L.D.B. : Parmi les recommandations faites à l'issue de cette réunion, il y a la tenue d'un dialogue national inclusif mettant l'accent sur les recommandations de la plate-forme départementale. Pourquoi cette insistance sur le Pool ?

E.L.K. : Les plates-formes organisées dans les localités du Pool s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Consolidation de la paix et démarrage du processus de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) » dont les Nations unies s'y impliquent considérablement pour sa réussite.

Ce projet s'exécute à travers trois résultats attendus ci-après : un dialogue inclusif est entamé sur le département du Pool dans le but de contribuer à la consolidation de la paix ; le processus DDR est entamé selon les normes internationales et le respect des droits humains est promu envers les acteurs étatiques et non étatiques par la réconciliation et la prévention des conflits.

Le premier résultat sera atteint à travers la mise en œuvre de deux produits pour lesquels des activités sont déclinées, entre autres, la tenue des plates-formes de dialogue et d'échanges intra-communautaires. Il est ainsi prévu trois niveaux de ces plates-formes : au plan local (districts et communes) ; au plan départemental et au plan national.

La recommandation relative à

l'organisation d'un dialogue national inclusif mettant l'accent sur les recommandations de la plate-forme départementale s'inscrit à juste titre dans le cadre du premier résultat attendu.

Les autres recommandations ont trait aux aspects sécuritaires pour la consolidation de la paix et de la cohésion sociale, dans la perspective du développement socioéconomique du département aux fins de résoudre définitivement les crises à répétition dans cette partie du pays, conformément à la volonté maintes fois réaffirmée par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

L.D.B. : Le dialogue inclusif national est-il différent du dialogue national inclusif mettant l'accent sur les recommandations de la plate-forme départementale sur le Pool ?

E.L.K. : Oui, il y a bel et bien une différence entre les deux concepts énoncés. Le dialogue national inclusif a pour vocation de traiter tous les problèmes liés à la vie de la nation, y compris les questions politiques. Ce qui n'est pas du ressort du Haut-commissariat à la réinsertion des ex-combattants.

Cependant, le dialogue inclusif national mettant l'accent sur les recommandations de la plate-forme départementale sur le Pool aura pour mission de traiter des questions spécifiques liées à la consolidation de la paix, la cohésion sociale et aux aspects sécuritaires pour le développement socioéconomique du département. Les recommandations de ce dialogue seront transmises à la hiérarchie.

L.D.B. : Qui est habilité à convoquer ou organiser le dialogue ?

E.L.K. : L'organisation d'un événement aussi important qu'un dialogue national relève de la responsabilité directe du chef de l'Etat, conformément à la Constitution à travers le conseil national de dialogue.

L.D.B. : Avez-vous un dernier mot en guise de conclusion de cet entretien ?

E.L.K. : Grâce aux acquis actuels du projet « Consolidation de la paix et démarrage du processus DDR dans le Pool », je peux rassurer que toutes les conditions permissives sont quasiment réunies pour le retour définitif de la paix dans cette partie du pays.

Propos recueillis par Roger Ngombé

Nécessité de restaurer l'autorité de l'Etat

Réunie les 12 et 13 juin à Kinkala, la plate-forme départementale de dialogue et d'échanges intra-communautaires a plaidé pour la prise d'un certain nombre de mesures sur les plans sécuritaire et socioéconomique dans le Pool.

Afin de rassurer les communautés du retour effectif de la paix dans le département du Pool, les participants à la grande-messe ont, entre autres, recommandé la restauration de l'autorité de l'Etat, notamment la réinstallation de l'administration et des services publics tels que la gendarmerie et la police. Ils ont aussi demandé la garantie de la sécurité et la non-stigmatisation des ex-combattants ayant regagné leurs résidences habituelles.

Faisant le point de la situation dans chaque sous-préfecture, la plate-forme départementale a recommandé la libération des quartiers, domaines et maisons illégalement occupés ainsi que la clarification de la situation des personnes portées disparues pendant la crise. Elle a suggéré également le démarrage immédiat du processus de lutte contre le risque d'apa-

tridie en facilitant l'accès aux pièces d'état-civil et d'identité ; la lutte contre la production, la vente et la consommation des stupéfiants (chanvre indien) et d'autres drogues illicites. A cela s'ajoute la lutte contre le viol et autres violences fondées sur le genre.

Concernant le développement socioéconomique, les participants ont souligné le démarrage effectif du Programme désarmement, démobilisation et réintégration en mettant l'accent sur l'approche communautaire de la réintégration socioéconomique. Les autorités devraient aussi rétablir les moyens d'existence des communautés perturbées par le conflit tels que l'électricité, l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement, la communication, la connexion à l'internet, l'audiovisuel. Pour redonner au Pool sa place de grenier du Congo, la relance

des activités agropastorales et piscicoles (métayage, approvisionnement en semences agricoles, matériels techniques) a été recommandée.

Créer deux nouveaux lycées dans le département

Les pouvoirs publics ont ensuite reçu mission de réhabiliter les infrastructures communautaires de base endommagées au cours du conflit dont les écoles, centres de santé, ponts, forages. Soucieux du fait que les élèves parcourent de longues distances pour aller poursuivre leurs études secondaires deuxième degré à Kinkala, chef-lieu du département, ou à Mindouli, les participants ont demandé la construction de deux lycées dont l'un d'enseignement général et l'autre d'enseignement technique et professionnel à Kindamba. Une fois construits, ces deux

établissements devraient recevoir les élèves des districts de Kindamba, Vinza et Kimba. Les autres recommandations concernent l'affectation des agents de l'Etat dans les écoles et les centres de santé dépourvus dans le département ; la mise en œuvre des projets communautaires pour le renforcement de l'esprit de solidarité, d'amour fraternel et de vivre ensemble. Il s'agit aussi de la réhabilitation des routes et pistes rurales pour faciliter la mobilité des personnes, biens et services et l'évacuation des produits agropastoraux du département vers les grands centres urbains ; la mise en place en urgence d'un système de formation et d'insertion professionnelle des jeunes déscolarisés, en particulier des jeunes filles.

Afin d'épargner les jeunes d'éventuels conflits armés, la

plate-forme a souhaité le renforcement de l'éducation civique et morale en milieu juvénile avec une réelle implication des parents. Dans l'optique de prévenir des grossesses précoces ou non désirées, il a été dégagé l'importance d'organiser des campagnes de sensibilisation à la planification familiale au profit des jeunes, filles mères et femmes en âge de procréer. Quant aux conséquences du conflit qui a endeuillé le département pendant près de deux ans, les participants ont recommandé la prise en charge psychologique des victimes, y compris les orphelins ; l'assistance juridique des personnes violées ou victimes de violences fondées sur le genre ; le renforcement du mécanisme de protection sociale inclusive ; la vulgarisation des conventions protégeant les droits de l'enfant et de la femme.

Parfait Wilfried Douniama